

Questions orales

[Traduction]

L'INDUSTRIE

WHITE FARM EQUIPMENT LTD.—L'OFFRE D'ACHAT FAITE PAR DES CONCESSIONNAIRES

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, il s'agit d'une coupure de journal que m'a transmise l'honorable député. Je l'ai déferée au contentieux du ministère en demandant aux archivistes d'examiner si, effectivement, il y avait un document, et de quoi il s'agissait. Je n'ai pas encore reçu de réponse, et dès que j'en obtiendrai une, j'en informerai l'honorable député.

M. La Salle: Madame le Président, je me ferai un grand plaisir de remettre au ministre un document soi-disant confidentiel, daté du 31 mars 1970, lequel reconnaît l'erreur monumentale du gouvernement au sujet de son expropriation, et lequel fait d'autres recommandations que je ne pourrai avoir le temps de rendre publiques à la Chambre aujourd'hui. Étant donné les circonstances, est-ce que le ministre des Travaux publics pourrait s'engager à rendre ce document public pour la meilleure information, je pense, de l'ensemble des Canadiens sur les raisons pour lesquelles le gouvernement a refusé depuis 14 ans une rétrocession à des expropriés qui ont raison de l'accuser d'avoir manqué d'équité à leur égard?

M. LeBlanc: Madame le Président, tout d'abord, l'honorable député, je pense, informe mal la Chambre: il n'est pas question de refuser; nous avons déjà annoncé que nous étions disposés à revendre 30,000 acres. Je pense donc que, comme signe de bonne volonté, on ne peut pas demander mieux. Quant à savoir de quoi il s'agit exactement dans le document, je pense que l'honorable député qui a eu brièvement une expérience comme celle que j'ai maintenant, savoir lorsqu'il s'agit de répondre à des questions, voudra bien me permettre d'examiner le document, et si ce dernier m'est remis, de voir quelles sont les conditions dans lesquelles il peut être rendu public ainsi que celles dans lesquelles je pourrais ou non faire des remarques.

LE PROGRAMME DE REVENTE DES MAISONS DANS LE TERRITOIRE DE MIRABEL

M. Robert Gourd (Argenteuil-Papineau): Madame le Président, bien entendu, ma question s'adresse également au ministre des Travaux publics.

Lorsque mon honorable collègue de Joliette veut dire que les terres de Mirabel sont mal administrées, je ferai remarquer à la Chambre que son gouvernement, lorsqu'il était au pouvoir, voulait remettre et, bien entendu, madame le Président, je demanderais au ministre des Travaux publics de bien vouloir dire à la Chambre comment a fonctionné le programme de revente des maisons dans le territoire de Mirabel.

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je pense que le fait qu'un grand nombre de gens se soient prévalus de la possibilité de racheter des maisons, dont un grand nombre étaient des anciens occupants, des anciens résidents, indique bien le succès et la générosité du programme en cause. J'espère que l'honorable député voudra bien m'appuyer dans mes efforts en vue d'apaiser cette situation et non pas de l'envenimer.

M. Laverne Lewycky (Dauphin-Swan River): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce et de son secrétaire parlementaire, le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) pourrait peut-être répondre à ma question. Elle concerne l'entreprise White Farm Equipment Company. La semaine dernière, en réponse à une question de mon collègue le député de Brant, le ministre a déclaré que le gouvernement serait disposé à étudier toute offre provenant de sociétés qui seraient intéressées à maintenir White Farm Equipment en activité. Le ministre a également mentionné autre chose.

Je demande si le gouvernement est au courant de la dernière offre présentée par un consortium d'environ 75 concessionnaires, à l'initiative de M. John Buhler, homme d'affaires florissant, pour rescaper cette entreprise? J'aimerais savoir si le gouvernement encourage le syndic à étudier cette offre-là, afin que de nombreux concessionnaires et petits hommes d'affaires de circonscriptions rurales puissent rester à flot et éviter la faillite qu'entraînerait la liquidation de White Farm Equipment?

L'hon. David Smith (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame le Président, le ministre de l'Industrie et du Commerce suit effectivement de très près la situation de l'entreprise White Farm Equipment. Je prends note de la question, pour qu'il puisse y répondre à son retour à la Chambre.

LES PROGRAMMES DE RECHERCHE DE LA SOCIÉTÉ

M. Laverne Lewycky (Dauphin-Swan River): Madame le Président, je sais gré au ministre de sa réponse. Lorsqu'il approchera le ministre compétent, le ministre voudrait-il également lui demander si le gouvernement va faire en sorte que les divers programmes de recherche qui ont été engagés ou offerts à White Farm soient également maintenus si cette offre est acceptée? Le ministre sait que la recherche constitue un élément très important du dossier. Puis-je avoir l'assurance que le ministre va également transmettre cette demande au ministre?

L'hon. David Smith (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Oui.

L'URGENCE DE LA SITUATION

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Il doit savoir qu'il y a urgence car, si je comprends bien, les propositions doivent être entre les mains du syndic avant 9 heures demain matin. Si le ministre doit intervenir auprès de son collègue de l'Industrie et du Commerce, j'espère qu'il le fera à temps pour que cette proposition du Manitoba donne des résultats.